

LE POSTILLON

David Goodhart:

« La méritocratie ne doit pas
être un idéal de société »

Dans « La Tête, la main et le cœur » (Les Arènes), l'essayiste britannique affirme que nous atteignons un pic de travailleurs trop qualifiés. Bryan Caplan appelle, lui, à réduire le nombre d'universités. Panique à la fac...

Nous associons aujourd'hui la « méritocratie » à de grandes vertus, comme celle de nous avoir libérés du pouvoir de la noblesse ou de l'Église. Pourtant, l'inventeur du terme, le sociologue britannique Michael Young, l'entendait tout autrement, craignant la domination d'une nouvelle classe, celle de l'« intelligence », au mépris d'autres qualités humaines. Dans *The Rise of*

the Meritocracy, un récit dystopique paru en 1958 et devenu célèbre outre-Manche, il imaginait le Royaume-Uni en 2033 déchiré par ces nouvelles divisions. Young voulait au contraire que chacun ait « une opportunité égale, non de s'élever dans le monde en fonction d'une quelconque mesure mathématique, mais de développer ses propres capacités particulières pour mener une vie riche ». Soixante-

■ ■ ■ deux ans plus tard, l'essayiste britannique David Goodhart, auteur du remarqué *Les Deux Clans* (Les Arènes), prend la relève de Michael Young dans *La Tête, la main et le cœur* (Les Arènes), où il fait un constat qui ne fait pas mentir son prédécesseur. Entretien.

Le Point: Que défendez-vous dans cet ouvrage?

David Goodhart: Je cherche à comprendre l'aliénation politique et sociale que ressentent de nombreuses personnes dans nos sociétés modernes. Dans mon livre précédent, *Les Deux Clans*, j'évoquais la division de valeurs, qui est elle-même le produit d'une stratification de l'éducation, entre les « anywhere » (« ceux de Partout ») et les « somewhere » (« ceux de Quelque part »). Dans ce livre-ci, je m'intéresse aux racines de cette stratification. Je crois que nous avons donné trop de valeur et de prestige à l'intelligence, c'est-à-dire aux capacités cognitives et analytiques, ce qui a sapé la reconnaissance que nous accordions auparavant à d'autres formes de talent. En d'autres termes, nous privilégions trop la « tête » sur la « main » ou le « cœur ».

N'y allez-vous pas un peu fort contre la « tête » ?

Je ne suis pas hostile à l'intelligence humaine, qui est cruciale. Que des gens très talentueux collaborent par le biais d'Internet pour découvrir un vaccin contre le Covid-19 est plus important que jamais, pour prendre un exemple contemporain. Mais je crois que nous avons trop investi dans la section cognitive de la société. Quand je suis allé à l'université, c'était le cas de moins de 10% de la population britannique. L'élite cognitive était plus restreinte. D'un point de vue démocratique ou égalitariste, on pourrait croire qu'avoir une élite cognitive plus large est un mouvement positif. Je pense que c'est le cas jusqu'à un certain point, mais qu'à un moment, l'inclusion peut créer de l'exclusion.

Comment cela?

C'est ce que j'appelle le « problème 15/50 »: il y a trente ans, en France ou en Grande-Bretagne, peu de personnes issues d'une famille ordinaire ou d'une ville moyenne allaient à l'université, peut-être 15%. Ça n'était pas dramatique, on

« Je ne suis pas hostile à l'intelligence humaine. Mais je crois que nous avons trop investi dans la section cognitive de la société. »

« Notre définition d'une vie réussie est devenue trop restreinte: être bon à l'école, faire des études supérieures et avoir un bon métier « intellectuel ». »

commençait à travailler dans un bureau ou dans une usine et la vie continuait. Mais si presque la moitié de la population étudie à l'université, sans même parler des grandes écoles, c'est très différent et si vous ne faites pas partie de ce

groupe, vous vous sentirez sans doute largué! Notre définition d'une vie réussie est devenue trop restreinte: dans la plupart des pays riches occidentaux, c'est être bon à l'école, faire des études supérieures et avoir un bon métier « intellectuel ». De plus, il n'y a qu'une échelle pour accéder à cette zone de sûreté. Avant, il y avait plein de petites échelles, en partie parce que nous avions plusieurs façons de mesurer la valeur mais aussi parce qu'il y avait plein de petites élites, même au sein des classes populaires. Maintenant, tout est absorbé par cet unique objectif qui est d'atteindre la « classe cognitive ». Cela crée un fort sentiment d'exclusion chez les autres, qui sont tout aussi capables mais dans d'autres domaines.

Faut-il craindre les conséquences de ce

sentiment d'exclusion ?

Je reste optimiste parce que je crois que le système commence à se corriger de lui-même – même si des mesures politiques me semblent également nécessaires. Nous avons atteint le « peak head » [le pic des travailleurs cognitifs, NDLR]. L'économie du savoir n'a pas besoin d'autant de travailleurs. En accroissant l'accès à l'université, nous avons créé des niveaux supérieurs et inférieurs au sein de la classe intellectuelle, ce qui fait que dans quinze ou vingt ans, nombre d'entre eux n'auront plus d'emploi. L'intelligence artificielle infligera à la classe intellectuelle ce que l'automatisation a fait aux métiers manuels, elle automatisera beaucoup de « pensée », qui sera assurée par des algorithmes. Le meilleur exemple est la banque de détail: hier, le banquier devait connaître ses clients locaux et utiliser son jugement pour leur prêter de l'argent. Désormais, un algorithme peut le faire, et on ne ressort le banquier que si l'algorithme patine!

Ensuite, comme les salaires des diplômés déclinent car ils sont trop nombreux, on assiste à une crise des attentes.



« La Tête, la main et le cœur », de David Goodhart (Les Arènes, 480 p., 20,90 €).



Mr Good-Heart

ILLUSTRATION : DUSAULT POUR « LE POINT »

Ces jeunes se sont entendus dire que s'ils travaillaient dur, ils iraient à l'université et réussiraient leur vie. Mais cinq ou dix ans après avoir obtenu leur diplôme, un tiers des diplômés n'exercent pas d'emploi de leur niveau. Tout cela produit un désalignement politique chez ceux qui sont déçus de l'écart entre leurs attentes et la réalité. Cela explique partiellement le soutien à Jeremy Corbyn, Bernie Sanders et, chez vous, Jean-Luc Mélenchon, toute cette « gauche naïve » de la politique contemporaine. En parallèle, on trouve un autre désalignement pour les métiers techniques, où le manque de main-d'œuvre est criant.

Donc vous ne regrettez pas, comme le font d'ordinaire les critiques de la méritocratie, que celle-ci soit trop fermée mais paradoxalement trop dominante ?

Les deux critiques sont simultanément vraies. D'abord, la méritocratie ne fonctionne pas bien. L'élite intellectuelle est faite des enfants de l'élite de la précédente génération. Michael Sandel, dans *The Tyranny of Merit*, fait remarquer que dans les universités de l'Ivy League il y a plus de personnes issues du 1% des ménages les plus riches que des 50% les plus pauvres. Nous avons des tendances similaires au Royaume-Uni. Mais, au-delà, même si on peut décliner la méritocratie de façon plus ou moins égalitariste, il s'agit toujours de faire en sorte que tout le monde ait une chance égale de devenir inégal ! La méritocratie est toujours biaisée et dans une société libre, c'est inévitable, parce que les parents auront toujours envie de transmettre leurs privilèges, notamment culturels, à leurs enfants. C'est cela être parent !

Vous insistez davantage sur la deuxième critique, celle des méfaits de la sélection cognitive massive...

Comme Michael Young en son temps, qui a publié en 1958 *The Rise of the Meritocracy*, je pense que même s'il était possible de créer une véritable méritocratie, ce système ne serait pas désirable. Comment peut-on croire qu'il est idéal – pour n'importe quelle collectivité qui accorde une égale valeur aux êtres humains – de transformer la société en une énorme compétition, dans laquelle le plus fort gagne et les autres ont le sentiment d'être des ratés ? Mais je ne suis pas antiméritocratie. Je ne défends pas l'idée qu'il ne faut aucune sélection méritocratique pour certains

« C'est le concept de "travailleur essentiel" qui a pris de l'importance – les livreurs, les éboueurs... ceux qui ne sont pas allés à l'université. »

emplois, notamment les plus exigeants. On ne va pas se faire opérer par un chirurgien qui a raté ses examens ! Cependant il y a une différence entre une sélection méritocratique pour certains emplois et une société méritocratique dans son ensemble. La méritocratie doit être une façon pragmatique d'organiser le marché du travail plutôt qu'un idéal de société. C'est important parce que si le ressentiment est un problème inévitable des sociétés démocratiques, puisqu'elles doivent faire coexister l'idéal démocratique avec la diversité des capacités humaines, il ne faut pas que cette tension soit trop forte. Mais comme ce message est compliqué à faire passer, tant nos sociétés aiment la méritocratie, je pense qu'il faut plutôt insister sur le fait qu'il faut étendre la méritocratie à d'autres sphères d'aptitudes humaines.

Comment faire concrètement ?

Si vous demandez à un économiste pourquoi ceux qui travaillent dans les maisons de retraite médicalisées sont si mal payés, il vous répondra que c'est parce que n'importe qui peut le faire. Il veut dire par là qu'il ne faut pas de qualifications intellectuelles particulières pour exercer ces métiers. Mais nous savons très bien que tout le monde ne sait pas faire ce genre de métier correctement ! Nous ne réalisons donc pas de sélection méritocratique des individus pour ces emplois, en partie parce que nous n'avons pas les outils pour évaluer objectivement ces compétences : il est très difficile de quantifier le talent émotionnel pour s'occuper d'autrui.

Quand vous parlez de donner de la dignité à la « main » et au « cœur », pensez-vous à l'argent ou au statut ?

Les deux sont souvent liés. En général, le statut dépend de l'argent. Mais, parfois, le lien n'est pas si clair. Il y a des métiers à fort statut qui sont mal payés, comme les artistes. Le contraire existe aussi : un très bon plombier peut gagner plus de 100 000 euros par an. Ce qui est compliqué, c'est que le statut n'est pas facile à mesurer et que les politiques ne peuvent pas le distribuer comme des subventions ! Mais les choses changent progressivement puisque, comme je le disais, nous atteignons un pic de gens trop qualifiés. Quand les électriciens et les plombiers gagneront mieux leur vie que les diplômés de l'université, les jeunes se dirigeront de plus en plus dans cette voie. Les libéraux pur jus vous di-

« Je pense qu'il faudrait restreindre l'accès à l'enseignement supérieur et orienter les gens vers d'autres filières. »

raient que le marché va résoudre ces questions de lui-même, et ils ont raison, mais derrière les signaux du marché se trouvent des valeurs. Si davantage de personnes se mettent à penser comme moi, alors peut-être qu'on accordera progressivement plus de prestige au cœur et à la main.

La pandémie a été un formidable catalyseur de changement !

Oui, nous considérons les soignants comme des héros, même si les infirmières ont toujours eu un bon statut. Au-delà, c'est le concept de « travailleur essentiel » qui a pris de l'importance – ceux qui remplissent les étals des supermarchés, les livreurs, les éboueurs, tous ceux qui soutiennent notre vie moderne et ne sont pas allés à l'université.

Vous êtes vous-même un intellectuel et avez étudié à l'université. N'est-il pas un peu facile de vouloir refuser aux autres ce que vous avez eu ?

Je viens en effet d'un milieu relativement privilégié, je suis allé dans une université du Russell Group, où je vivais sur le campus, et mes enfants aussi. Mais je suis assez critique de ce système – je pense qu'il faudrait restreindre l'accès à l'enseignement supérieur et orienter les gens vers d'autres filières –, car je pense que celui-ci ne convient qu'à peu de personnes, même si bien entendu je souhaite que des personnes de toutes origines puissent y prétendre. Je le dis pour le bien des personnes concernées – celles qui vont à l'université en pilote automatique, étudient les humanités et ne se rappellent guère ensuite ce qu'elles ont appris. Les cursus d'éducation devraient être divers et adaptés à la variété des aptitudes. La fréquentation de l'université produit aussi une forte divergence de valeurs entre ceux qui y sont allés et les autres – différence que l'on retrouve ensuite dans les choix politiques, comme on l'a vu avec le Brexit ou l'élection de Donald Trump.

Je pense aussi que l'université propose des formations qui autrefois se faisaient différemment : il y a trente ans, on pouvait devenir chef de chantier en montant les échelons progressivement, on était repéré pour ses qualités de communication et sa motivation, on devenait contremaître, tout en suivant une formation en parallèle. Maintenant, pour atteindre le même résultat, il faut un diplôme qu'on obtient en apprenant des théories économiques dont on n'aura pas du tout besoin tout en passant très peu de temps sur un site de construction.

Les intellectuels n'ont-ils pas tendance à idéaliser les métiers manuels ? Ceux-ci peuvent être très durs.

Il ne faut pas trop embellir ces métiers, c'est vrai, mais c'est la même chose pour les métiers cognitifs, il ne faut pas exagérer leurs avantages. Je pense aussi que si nos sociétés cultivent une espèce de nostalgie pour certains métiers manuels – que l'on constate par exemple dans l'obsession pour les émissions culinaires –, ce n'est pas pour rien. Ces métiers concrets demandent de la concentration et de l'humilité, et ils sont incarnés. C'est un rapport très sain au monde ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAETITIA STRAUCH-BONART